

Burundi : Des ex-combattantes tentent de recoller les morceaux

IRIN, 8 février 2010 Photo: Judith Basutama/IRIN Odile Nibizi et Annabelle Nshimirimana. De nombreuses femmes de la province de Bujumbura Rural ont été obligées de participer à la guerre. D'autres, qui sont restées dans les villages, par réaliser des tâches pour l'armée ou pour les FNLBUJUMBURA - Âge 15 ans, Annonciata Nduwimana était une combattante accomplie du groupe d'opposition burundais des Forces nationales de libération (FNL) et savait comment tuer au combat. « Mon père s'est fait tuer parce qu'on l'accusait d'être hôte des rebelles. Nous [sa mère et elle] avons ensuite fui vers Bujumbura pour chercher refuge », a-t-elle dit. La vie dans la capitale est cependant très difficile pour une veuve et ses trois enfants. Incapable de payer un loyer, la famille est retournée dans son village, à Muyira, dans la province de Bujumbura Rural. La région était un bastion des FNL. « L'armée était convaincue que nous prations être des colliers pendant la journée, mais que nous devenions des combattants des FNL la nuit », a dit Mme Nduwimana à IRIN. « Je savais qu'en restant ici je me ferais tuer. J'ai choisi de mourir au combat ».

C'était en 2003. Deux semaines après avoir rejoint les rangs des FNL, elle terminait une formation de base et participait aux combats. « J'avais peur, je n'avais jamais imaginé que je pouvais tuer des gens », a-t-elle dit. « Mais il n'y avait pas d'autre solution : sois vous tuez, sois vous êtes tués. Le choix était clair ». Maintenant âgée de 21 ans, Mme Nduwimana est retournée à la vie civile à Muyira, mais elle n'a pas tiré beaucoup de bénéfices de ces années de combattante. Elle est traumatisée, elle n'a pas entièrement accepté par la société et elle manque de capital pour commencer une activité génératrice de revenus. Tout comme Mme Nduwimana, de nombreuses femmes de cette province ont été obligées de participer à la guerre. D'autres, qui sont restées dans les villages, ont fini par réaliser des tâches pour l'armée ou pour les FNL. Certaines apportaient de la nourriture aux combattants, d'autres allaient chercher de l'eau ou du bois pour le feu ou hébergeaient des combattants chez elles. « Nous quittions la maison [en transportant de la nourriture] vers huit heures du soir et nous marchions sans arrêt. Nous arrivions à leurs [les FNL] cachettes à l'aube », a dit Annabelle Nshimirimana, âgée de 20 ans. « Le soir suivant, nous rentrions à la maison à pied en faisant attention à ce que personne ne remarque notre absence », a-t-elle ajouté. « C'était une tâche difficile, car c'était un trajet à travers les montagnes. Parfois, nous tombions dans une embuscade et étions obligées de nous battre ». La voisine de Mme Nshimirimana, Odile Nibizi, âgée de 34 ans, est venue une nuit où les combattants des FNL avaient frappé à sa porte et lui avaient demandé de les héberger. Bien qu'elle ne connaît aucun d'entre eux, les étaient restés chez elle pendant une année entière. « Je leur fournissais tout. Cela m'a coûté mon entreprise parce que car je me suis retrouvée sans rien », a dit la mère de six enfants. « Nous étions pris entre deux feux : si on hébergeait des membres des FNL, l'armée nous prenait pour cible, mais si on refusait, on se faisait tuer aussi ». Ce ne sont là que trois exemples parmi des centaines de cas de femmes burundaises qui essaient de reprendre une vie normale. Les FNL ont en effet abandonné la lutte armée et sont devenues un parti politique en avril 2009. Tout recommencer

Photo: Judith Basutama/IRIN Annonciata Nduwimana essaye de recréer la vie civile Alors que le Burundi a en grande partie retrouvé le calme, des anciennes combattantes telles que Mme Nduwimana, Mme Nshimirimana et Mme Nibizi essayent de recréer la vie civile. Il s'agit cependant d'un parcours difficile pour la plupart de ces femmes, qui se battent toutes seules pour panser leurs blessures, surmonter le traumatisme d'être une ancienne combattante, lutter contre les stéréotypes et être acceptées dans une société qui n'est pas habituée aux anciennes combattantes. « Ils [les hommes] traitent de tous les noms. Quand ils me voient passer, ils disent à l'arrière, elle était soldat ». Ils pensent toujours que je suis un bandit. Nous sommes accusées de toutes les affaires de banditisme », a dit Mme Nduwimana. Une autre ancienne combattante, qui a décidé de garder l'anonymat, a dit que les anciennes combattantes qui avaient été mises en ceinture par d'autres combattants étaient dans une situation encore pire et étaient rejetées par la société. « Ils nous disent que nos enfants chez leurs pères, mais comment pouvons-nous le faire ? » a-t-elle dit. De nombreuses femmes ont du mal à joindre les deux bouts. « J'ai reçu 4 500 francs [3,6 dollars, comme prime de démobilisation] et je les ai utilisés comme capital. Je vends de l'huile de cuisson. Jusqu'à maintenant, je n'ai pu obtenir que trois litres. Je peux me procurer et de la nourriture », a dit Mme Nshimirimana, qui a été obligée de quitter l'école très jeune. Orphelins, ses cinq frères et sœurs sont pris en charge par des proches à Rumonge, dans la province de Bururi, au sud du pays. Une lueur d'espoir Mais tout n'est pas perdu. L'organisation humanitaire CARE International a lancé un projet ayant pour but l'intégration sociale et économique des anciennes combattantes. Remy Ndayiragije, responsable du projet « Dushigikirane » (« Laissez-nous nous entre-aider » en Kirundi) a dit que l'objectif était de renforcer l'autonomie économique des anciennes combattantes et de faciliter leur intégration sociale. M. Ndayiragije a dit que CARE collaborait avec le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, l'organisation américaine Survival Corps et l'International Rice Institute. Le projet vise notamment l'introduction de nouvelles variétés de riz dans la province du Bujumbura Rural. Il met également en place un programme d'épargne et de prêts et sensibilise les femmes à l'importance du travail en association. Nombre d'entre elles ont désormais formé des groupes de solidarité pour économiser chaque semaine de l'argent afin d'offrir des prêts à ses membres. « Nous voulons aussi mettre en contact avec les anciennes combattantes des femmes qui n'ont pas participé aux combats », a dit M. Ndayiragije. « Lorsqu'elles travaillent ensemble, elles partagent leur expérience passée. Elles peuvent se comprendre. Celles qui n'ont pas été acceptées dans la communauté peuvent bénéficier d'une écoute au sein du groupe ». [FIN] [Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]